Mieux Comprendre l'Espace

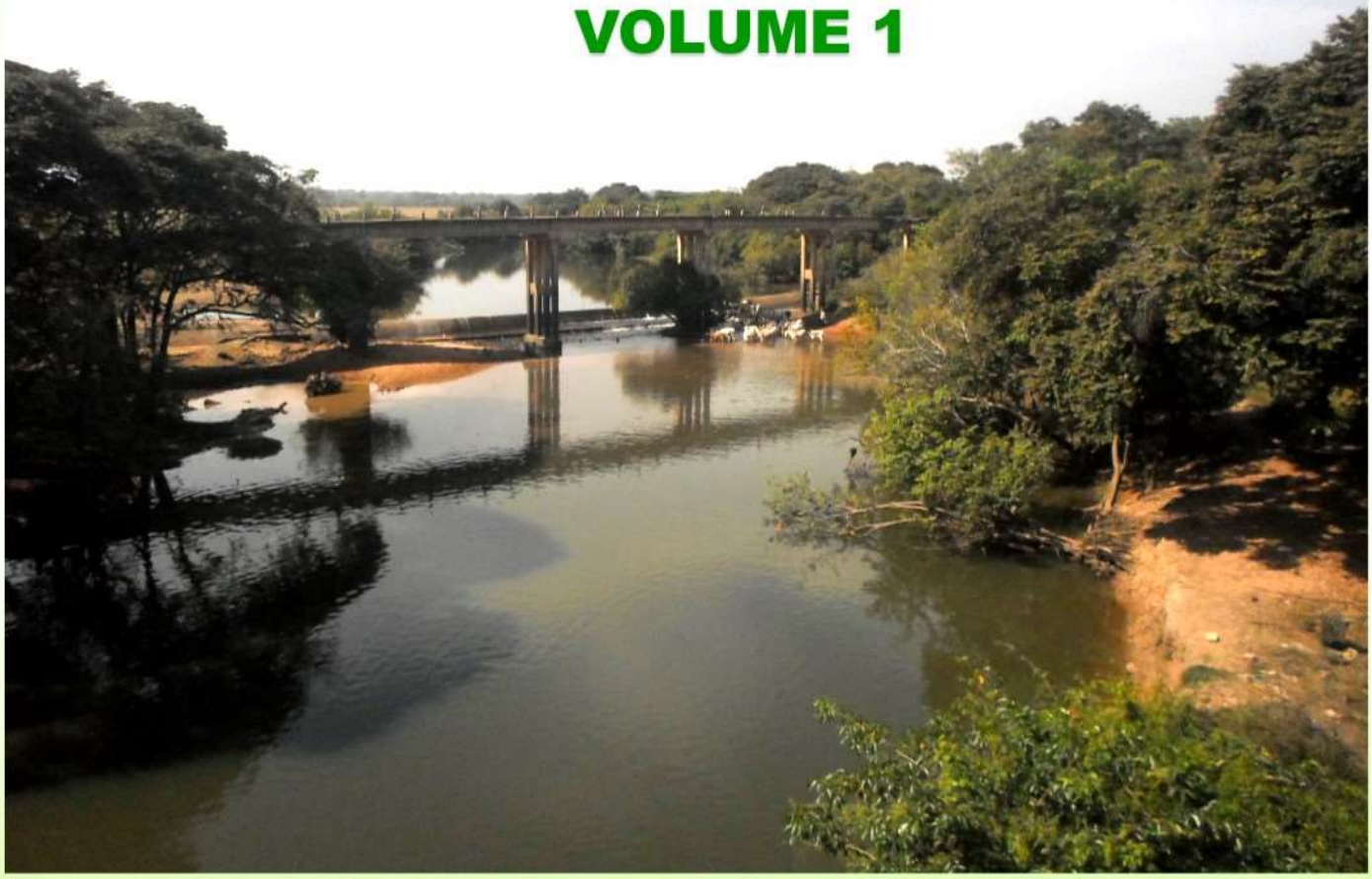
Géovision

Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales

Département de Géographie -Université Alassane Ouattara

N°008, DÉCEMBRE 2022 ISSN: 2707- 0395

VOLUME 1



République de Côte d'Ivoire

BP V18 Bouaké 01

Téléphone: (+225) 07 07 06 91 71/ 01 03 59 34 32/ 05 05 05 84 01

Courriel: revuegeovision@gmail.com

Site Internet: www.laboraddys.com

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication : Pr MOUSSA Diakité**,** Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef : Pr LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, Chercheur Indépéndant

Dr ADOU Bosson Camille, Géographe, Chercheur Indépéndant

Dr TANOH Ané Landry, Géographe, Chercheur Indépéndant

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplice, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Dr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Instructions aux auteurs

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (D. MOUSSA, 2018, p. 10) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : D. MOUSSA (2018, p. 10).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :
- *pour un article :* LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage :* HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses :* DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BECHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- *Pour les documents électroniques* : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue Géovision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. Géovision est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI),

une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et parait donc deux fois par an (en anglais et en français).

Bouaké, le 16 Septembre 2019

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue Géovision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

LES REFORMES DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES FORETS (SODEFOR) ET LEUR IMPACT DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION EN CÔTE D'IVOIRE DE 1980 A 2000, Alain Konan BROU 9

OFFRE DE SANG AU CNTS DE BAMAKO : PROBLÈMES ET STRATÉGIES D'ACCÈS DES POPULATIONS, [1]-Issa DIALLO , [2]-Anassa TRAORE, [3]-Adama TRAORE 19

LA GOUVERNANCE DE L'EAU D'IRRIGATION DANS LE SECTEUR RIZICOLE DE SOSSE-SIBILA EN ZONE OFFICE RIZ SEGOU : ENJEUX ET CONTRAINTES, Baba COULIBALY..... 30

LE MILIEU RURAL DE LA RÉGION DE GBÊKÊ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) : UN ESPACE MOINS NANTI EN INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES, Souleymane TOURE[1], Yao Jean Julius KOFFI[2]..... 42

ÉTUDE DE LA CINÉMATIQUE (1979-2019) DE LA FLECHE SABLEUSE DE LA LANGUE DE BARBARIE, LITTORAL NORD SÉNÉGALAIS, Amadou Abou SY..... 58

LE COUSINAGE A PLAISANTERIE POUR LA RÉSOLUTION DU CONFLIT EN CASAMANCE, Ibrahima BA 70

STRATÉGIES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À BINGERVILLE (CÔTE D'IVOIRE), Deagai Parfaite DIHOUEGBEU 80

INSUFFISANCES DE L'EVALUATION SOMMATIVE DE LA PRODUCTION ECRITE EN FRANÇAIS : CAS DES CLASSES DE TROISIEME DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES PUBLICS DE LA COMMUNE DE PORT-BOUËT, Eben-Ezer Kouamé TANON..... 93

CONSTRUCTION DES GRANDS BARRAGES ET PROBLÉMATIQUE DU DÉPLACEMENT DES POPULATIONS : CAPITALISATION DE L'EXPÉRIENCE DU BARRAGE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE KANDADJI AU NIGER, SAIDOU Abdoulkarimou[1], KOMBIENI Hervé Azouma[2] 110

L'IGNAME : UNE ALTERNATIVE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA SOUS – PREFECTURE DE DIMBOKRO, AHOUSSI N'Guessan Maxime[1], KONE Tanyo Boniface[2], DIAKITE Moussa[3] 126

ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES SYSTÈMES D'IRRIGATION EN RÉPONSE AUX EFFETS DES VARIABILITÉS CLIMATIQUES SUR LE PLATEAU ADJA AU SUD-OUEST DU BÉNIN, SEWADE SOKEGBE Grégoire[1], Clément Codjo GNIMADI[2], HOUNLIHO V. Beaudelaire A. [3] 137

DIVERSITÉ ETHNIQUE, DÉMOCRATIE ET LIEN SOCIAL EN AFRIQUE, Afiyo ASSIVON (Sœur Louise de Jésus)..... 154

ANALYSE DE L'OCCUPATION ET USAGES DES TERRES SUR L'AXE DAOUKRO-BONGOUANOU (CÔTE D'IVOIRE), Laurent Kouassi KOUAKOU[1], Amédée Bosson KOUAME[2], Boris Aubin Kouassi KOUADIO[3], Béh Ibrahim DIOMANDE[4], Diakité MOUSSA[5] 166

DRONE AS AN AUXILIARY TOOL FOR DEGRADED MANGROVES CHARACTERIZATION IN THE NORTH OF LIBREVILLE – NW/GABON, Dieudonné Moukétou-Tarazewicz, Jean-Bernard Mombo[2], Marjolaine Okanga Guay[2], Médard Obiang Ebanega[2], Bruno Nkoumakali[2], Leaticia Rogombe[2], Michel Mbadinga[2] 181

DÉFIS ET PERSPECTIVES DE LA DECENTRALISATION DANS LA COMMUNE RURALE DE SOUBAKANIEDOUGOU AU BURKINA FASO, Aridjouma FAYAMA, Dramane DAHANI[*]..... 191

COMMERCIALISATION DES LÉGUMES FEUILLES LOCALES : UNE VÉRITABLE OPPORTUNITÉ D'AUTONOMISATION DES FEMMES DE LA COMMUNE DE YOPOUGON, Florence YAPO[1], Tangologo SILUE[2] 207

PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS VIVRIERS DANS LA COMMUNE DE GLAZOUE AU CENTRE DE LA REPUBLIQUE DU BENIN, Tognidè Auguste HOUINSOU [(1)] - Paulin Mintongninou HESSOU [(2)] 219

LES IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS DANS LA COMMUNE RURALE DE SAABA, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO, NIKIEMA Wendkouni Ousmane*, SANOGO Salifou**, et YANOGO Pawendkisgou Isidore*** 237

LES SITES ETHNOGRAPHIQUES DE LA VILLE DE GAOUA À L'ÉPREUVE DE L'URBANISATION : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES DE SAUVEGARDE, BIRBA Noaga[1], DA Dar[2] 250

DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION DES AGRO-SOCIO-ECOSYSTEMES DES TERRITOIRES DU SINE (SENEGAL), CHEIKH TINE 264

REORIENTATION UNIVERSITAIRE ET PERFORMANCE DES ETUDIANTS A L'UNIVERSITE DE LOME, Yawo Adzéoda HOLU* 278

LES PLAGES DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE SAN PEDRO FACE AUX DÉFIS DU TOURISME DURABLE, BISSOU Guikahué Daniel[1] , Pascal Hugues AYEKPA[2] 291

VALORISATION DES DÉCHETS SOLIDES DU MARCHE DE SAN, UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES STRATEGIES D'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE, Yakouréoun DIARRA [(1)*], Gaoussou DEMBELE [(2)] 307

ENJEUX DU PROCESSUS DE TERRITORIALISATION DE LA PERIPHERIE DE SAINT-LOUIS AU SÉNÉGAL, NAKOUYE Nicolas 321

LA RÉGIONALISATION AU SÉNÉGAL : ENJEUX ET PERSPECTIVES, Binette NDIAYE 335

L'ARCHEOLOGIE DE LA CONSCIENCE MORALE, Hyacinthe Aboa ACHI..... 348

LE SMARTPHONE EN MILIEU UNIVERSITAIRE À BOUAKÉ (CENTRE CÔTE D'IVOIRE) , KOFFI Yao Julien 357

LES FACTEURS DE L'ENROLEMENT DES JEUNES DANS LES GROUPES EXTREMISTES VIOLENTS AU CENTRE DU MALI, Doudou Ben Béchir NIANG[1] , Salif KONE[2] 370

LA CONCEPTION DE L'ESPACE PUBLIC COMME INSTRUMENT DE MARKETING TERRITORIAL. LE CAS DU PARC LA MEXICANA, Elizabeth ESPINOSA DORANTES, Christof GÖBEL..... 377

LES FACTEURS DE L'ENROLEMENT DES JEUNES DANS LES GROUPES EXTREMISTES VIOLENTS AU CENTRE DU MALI

Doudou Ben Béchir NIANG[1] , Salif KONE[2]

[1-]Conseiller Technique, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Mali
doudoubenniang@yahoo.fr
[2-]Président de l'Association CPID (Centre de Promotion des Initiatives de Développement, Mali)
salfon1@live.com

Résumé

Le présent article s'efforce de synthétiser un certain nombre de travaux réalisés sur les facteurs d'enrôlement des jeunes dans les groupes radicaux violents au Centre du Mali. L'article se veut une contribution théorique à l'analyse des facteurs qui sous-tendent la radicalisation des acteurs, notamment les jeunes et leur enrôlement dans les groupes radicaux violents. Les travaux exploités ont évoqué des facteurs tels que le chômage des jeunes, le référent religieux, la mauvaise gouvernance, l'injustice sociale, le règlement de compte, les impacts négatifs des changements climatiques sur les activités professionnelles, le comportement peu orthodoxe de certains agents de l'État. Dans cet article, le point de repère est la crise multidimensionnelle que connaît le Mali depuis 2012.

Mots clés : radicalisation, facteurs, communauté, violence et extrémité.

FACTORS OF ENROLLMENT OF YOUTH IN VIOLENT EXTREMIST GROUPS IN CENTRAL MALI

Abstract

This article attempts to synthesize a number of studies that have been conducted on the factors of youth enrollment in violent radical groups in Central Mali. The article is intended as a theoretical contribution to the analysis of the factors underlying the radicalization of actors, particularly young people, and their enrollment in violent radical groups. The works used evoked factors such as youth unemployment, social injustice, the settlement of accounts, the negative impacts of climate change on professional activities, and the unorthodox behavior of certain state agents. It has emerged from the analyses that it is necessary, indeed essential, for a better understanding of the factors to proceed with a cross-referencing of factors because it is difficult to grasp the phenomenon from an isolated factor. In this article, the reference point is the multidimensional crisis that Mali has been experiencing since 2012.

Key words: radicalization, factors, community, violence and extremity.

Introduction

Le Mali depuis son accession à l'indépendance, fait face à des crises répétitives et complexes. Les différents régimes qui se sont succédés depuis lors peinent à asseoir une paix et une stabilité durables. Ainsi, la crise qui sévit dans le pays procède d'une détérioration progressive de la situation sécuritaire, économique, politique et institutionnelle (A. TOUNKARA, 2020, p.14).

Le mouvement de colère qui a mené au putsch de 2012 a d'abord pris la forme d'une mutinerie liée aux conditions déplorables dans lesquelles l'armée se battait au nord contre les groupes armés. Ces conditions étaient, en réalité, le reflet, sur le plan militaire, d'une gouvernance jugée décadente et vieille de plusieurs années.

Cette situation de désordre institutionnel a précipité successivement la prise des trois régions du nord par les islamistes. Ce qui montre la difficulté qu'éprouve l'Etat malien à exercer sa souveraineté et à assurer l'intégrité du territoire dans certaines localités du pays.

Dans cette situation de désordre politique et sécuritaire, le pays était fragilisé dans toutes ses composantes. La jeunesse, la couche plus vulnérable du pays, va se sentir impuissante, perdue face aux évènements et devenir ainsi la cible privilégiée des groupes radicaux violents qui sévissent au Mali depuis 2012. D'ailleurs, les différents conflits locaux dans le Centre du Mali sont davantage animés et incarnés par les jeunes (A. TOUNKARA et B. GAYE, 2020, p.8). De même, dans la saisie des facteurs qui sous-tendent l'enrôlement des jeunes dans les groupes radicaux violents, les vulnérabilités auxquelles les jeunes font l'objet ont été sérieusement évoquées par les analyses.

Le présent article s'est efforcé à répondre aux questions fondamentales suivantes :

En quoi le chômage massif des jeunes peut-il constituer un facteur d'enrôlement des jeunes dans les groupes radicaux violents ?

En quoi le réfèrent religieux la mauvaise gouvernance l'injustice sociale, l'analphabétisme constituent-ils un facteur de radicalisation des acteurs au Centre du Mali ?

Quel lien peut-on établir entre les conflits locaux et les vulnérabilités des jeunes dans le centre du Mali ?

Pour répondre aux questions ainsi posées, des travaux réalisés sur la crise sécuritaire que connait le Mali depuis 2012 ont été exploités et analysés.

Approche méthodologique

Dans cet article, il a été question de mener un travail de revue de littérature et d'analyse sur travaux traitant du lien entre l'extrémisme violent et les vulnérabilités des jeunes au Mali de façon générale et dans la région de Mopti en particulier.

1. Résultats et analyse

1.1Facteurs pluriels d'enrôlement des jeunes dans les groupes radicaux violents

Les analyses affirment que l'installation progressive de group es djihadistes et extrémistes dans le centre du Mali avait fini par embrigader une bonne partie de la couche juvénile de cette localité (F. TANDJIGORA, 2016, p.4). Avec la fragilité économique, beaucoup de jeunes deviennent des proies faciles à l'enrôlement dans des groupes radicaux violents tels que la Katiba de Macina et l'État Islamique au Grand Sahara. Selon le même auteur, le chômage apparaît comme un facteur de radicalisation de la jeunesse. Sur ce plan, les jeunes prennent le chemin de la radicalisation comme un moyen d'avoir du travail et de subvenir aux besoins de leurs familles. Il est à rappeler que la précarité des conditions de vie a largement été évoquée comme faisant partie des facteurs incitant les jeunes à rejoindre les mouvements radicaux[10]. La situation de vie misérable constitue une source de motivation à intégrer les mouvements qui vont à l'encontre des valeurs sociétales de la République du Mali, c'est-à-dire sa laïcité.

A certains égards, les jeunes saisissent ces mouvements radicaux comme une sorte d'aubaine leur permettant d'avoir une situation financière descente ou de réaliser leurs rêves.

.[10] Pour désigner les groupes radicaux, des termes comme mouvements radicaux, extrémistes djihadistes ou islamistes sont utilisés.

Cette insuffisance d'opportunité de création d'emplois rend vulnérable les jeunes, au point d'emprunter le chemin de l'extrémisme violent et du terrorisme.

La participation des jeunes à ces mouvements djihadistes est aussi perçue par certains analystes (W. ASSANVOW ; B. DAKONO, L. THEROUX BENONI et al. 2019, p.31) comme une réponse à la mauvaise gouvernance. Ceux-ci mettent un accent particulier sur l'injustice sociale et la répartition inégale des opportunités d'emplois sur l'étendue du territoire national. Ces jeunes se sentent socialement démotivés, démoralisés, vulnérables et économiquement défavorisés. Ils sont des cibles faciles à convaincre et à enrôler dans l'économie criminelle. Ce sont les groupes radicaux violents qui poussent les jeunes chômeurs à se radicaliser moyennant de l'argent. Il a été rapporté qu'au début de cette crise dans le Centre du Mali, des groupes offraient 500 000 FCFA par mois aux nouvelles recrues. Cela a permis l'enrôlement beaucoup de jeunes désœuvrés et laissés (A. TOUNKARA, 2019, p.6).

Selon une étude de TIMBUKTU INSTITUTE (2017), la pauvreté est en tête des facteurs de radicalisation, comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 1: Facteurs de radicalisation des jeunes

Causes de la radicalisation	Nombre	Pourcentage
Pauvreté	42	47%
Chômage	36	40%
Manque d'éducation	5	6%
Exclusion et injustice sociales	6	7%
Total	89	100%

Source : TIMBUKTU INSTITUTE, 2017

TIMBUKTU INSTITUTE met surtout l'accent sur la pauvreté comme l'un des facteurs de l'extrémisme violent au Mali. Il évoque que 47% des 89 femmes enquêtées pensent que la radicalisation a comme facteur principal la pauvreté. Donc l'on serait tenté de rejoindre plus facilement les groupes radicaux quand on est pauvre. En effet, comme évoqué plus hauts, les groupes radicaux violents ont par moments et par endroits instrumentalisé l'extrême pauvreté de certaines recrues en particulier les jeunes. La plupart de ces jeunes enrôlés dans les groupes radicaux violents étaient en quête des conditions économiques meilleures.

Le chômage constitue la deuxième cause de radicalisation avec 40%. En effet l'accès à l'emploi est un véritable problème partout au Mali, mais en particuliers dans les régions nord du pays, où les offres d'emploi sont rares et les opportunités d'entreprendre restent limitées. Les activités principales sont les activités agro-sylvo-pastorales, donc liées aux caprices de la nature, sachant que la pluie n'atteint pas 200 mm par an.

TIMBUKTU INSTITUTE dans son analyse a pu dégager quatre points saillants en liaison avec la radicalisation : la pauvreté, le chômage, le manque d'éducation ainsi que l'exclusion et l'injustice sociales. S'agissant du manque d'éducation, les problèmes vont de l'insuffisance ou de l'inexistence d'infrastructures éducatives adéquates à la situation d'indigénat de certaines familles en passant par l'éloignement (la distance à parcourir pour accéder à un établissement constitue un parcours de combattant) des établissements existants dans les chefs-lieux de communes (S LOUA, 2017, p7.). Ces insuffisances cumulées compromettent les chances certains enfants de poursuivre leurs études.

L'institut a également démontré que le réfèrent religieux n'est pas à négliger dans la radicalisation de la population. Des acteurs ont cru en la sincérité de messages véhiculés par les groupes radicaux violents. A l'écoute de différents enregistrements de certains leaders des groupes terroristes (Hamadoun Kouffa et Iya Ag Ghali), certains acteurs pourraient être séduits par l'idéologie extrémiste véhiculée avec des références coraniques sorties de leur contexte. (M.BENRAAD, 2017, p.17). A titre illustratif, ces leadeurs incitent à régler par la violence les problèmes de mauvaise gouvernance et d'injustice sociale manifestes à travers l'accaparement des propriétés foncières et leur droit d'usage exclusivement réservés à une minorité ethnique ou clanique traditionnellement privilégiée. Cette situation est susceptible de pousser les jeunes à chercher protection auprès des extrémistes. L'International Crisis Group considère une grande partie des actes de violence dans la Région du Centre comme « *le fait de simples prédateurs sans agenda politique cohérent, et manipulant parfois l'argument religieux* », (GRIP.ORG, 2017, p.4).

Pour leur part, A. TOUNKARA et B. GAYE (2020, p.15) parlent de la précarité des conditions de vie qui a largement été évoquée comme faisant partie des facteurs incitant les jeunes à rejoindre les mouvements radicaux. Cela est dû dans leur entendement, à la concentration des moyens des Etats dans les centres urbains et la négligence des communautés rurales. Celles-ci sont, en général, laissées à elles-mêmes et perçoivent les politiques publiques comme une injustice sociale, ce qui rend facile leur enrôlement par les islamistes. Selon eux, ce manque de cadre de vie décent développe chez certains jeunes l'envie d'emprunter d'autres chemins, ce qui profite aux groupes extrémistes offrant à ces jeunes-là la possibilité de s'exprimer, d'avoir des éléments que leurs pays n'arrivent pas à leur offrir.

Cependant B. GAYE (2018, p.7), dans son analyse, montre que tous les engagés ne sont pas des pauvres. Certains vivent dans des conditions qui ne leur permettent pas de réaliser leurs ambitions ; ce qui crée un climat discriminatoire entre les individus d'un même pays. Enfin, il montre qu'il existe un lien entre l'éducation et la radicalisation. Comme beaucoup d'auteurs, il met l'accent sur l'ignorance des jeunes, la déliquescence de l'école au Sahel et la décadence des systèmes éducatifs traditionnels comme des facteurs susceptibles de créer un terreau fertile pour les groupes radicaux dans leur politique d'enrôlement des populations, notamment des jeunes.

Il n'est pas non plus à exclure le fait que beaucoup d'actes de violence qui sont perpétrés dans ces localités au nom du terrorisme ou de l'extrémisme violent, relevèrent plus de la criminalité organisée et « *des actes isolés de banditisme et de règlements de comptes* » que du terrorisme. (B. SANGARE, 2016, p.14). De même, ceux qui commettent ces agressions au nom du djihad, auraient une motivation plus profonde, « *celle de rendre justice* ». Dès lors, l'enjeu ne serait pas de désarmer quelques individus mais bien de « *restaurer la crédibilité de l'État par une action juste et utile au plus près des populations* » (B. SANGARE, 2013, p.65). Le peuple malien attend en effet d'avoir accès à une justice efficace et équitable pour tous.

Aussi, le chercheur M. PELLERIN (2019, p.3), dans son analyse de la crise malienne, donne trois raisons fondamentales qui poussent les populations à rallier les mouvements djihadistes qui sont les ralliements pour des raisons motivées, pour causes économiques et des ralliements pour innocence.

1.2 *Ralliements motivés par les injustices sociales*

Ces ralliements renvoient à l'adhésion consciente à un groupe djihadiste à partir de réalités vécues par des populations qui poussent à voir dans le djihad un moyen d'améliorer leur propre situation. C'est le cas du Centre du Mali, qui selon lui, ces ralliements reposent sur la capacité des groupes djihadistes à offrir un modèle de société alternatif qui répond davantage aux besoins des populations que celui des Etats.

En effet, les populations ont une certaine vision négative des agents de l'Etat, à cause des abus commis par certains agents, qui profitent de leur position de force pour arnaquer, dépouiller les paisibles

populations à la recherche du pain quotidien. Ce sentiment d'impuissance a en effet permis l'adhésion de beaucoup de personnes aux mouvements djihadistes. Ceux-ci sont donc considérés comme les libérateurs de la soumission d'un Etat qui maltraite ses populations aux yeux de certaines personnes.

Donc la prise en compte des aspirations des populations par les groupes djihadistes a été un moyen adéquat d'enrôlement des populations du nord Mali, surtout les jeunes. Une adhésion librement consentie, ce qui donne une motivation plus ancrée et durable ; cela non seulement au nord, mais aussi au centre du pays avec le mouvement de Hamadoun KOUFFA dénommé la « Katibat du Macina ».

1.3 *Ralliements socio-économiques*

Mathieu PELLERIN donne une seconde catégorie d'enrôlement qui touche aux besoins socio-économiques des populations, principalement les jeunes. Ces ralliements sont motivés selon lui, par l'attrait que représentent les groupes djihadistes en termes de mobilité sociale ou d'opportunités matérielles, ils intéressent de nombreux acteurs sur un plan strictement commercial étant entendu qu'ils achètent leurs produits (viande, produits de première nécessité, carburant, pièces détachées, etc.) parfois deux fois plus cher que le prix du marché.

De ce fait, de relation commerciale, les choses vont évoluer vers la collaboration (source d'information) jusqu'à l'enrôlement. Au cours de ces enquêtes, PELLERIN affirme que : « *Dans les régions de Kidal et Gao par exemple, de nombreux témoignages concordants permettent de soutenir que les poses de mines de l'IED sont confiées à des jeunes enfants, de même que la mission de guetteur du passage des forces internationales dans la ville, en échange de rémunérations* », (M. PELLERIN, 2019, p.3). Donc à ce niveau, il faut admettre que l'enrôlement de la population surtout des jeunes est dû à la recherche des biens de consommation et des services sociaux de base.

1.4 *Ralliements « innocents »*

L'auteur montre ici que les ralliements concernent des individus trompés dans leur engagement, bien souvent qui ne sont pas en âge de rejoindre en âme et conscience un groupe djihadiste avec les incidences que cela sous-tend, c'est-à-dire sans calculer les risques. A ce niveau, il nous parle du cas des enfants et jeunes « talibés » des écoles coraniques, dont les maîtres ont prêté allégeance aux groupes djihadistes. Ces « talibés » se retrouvent enrôler inconsciemment à cause des rapports de dépendance qu'ils ont avec leurs maîtres, lesquels ont le droit de vie et de mort sur eux.

En somme ces raisons évoquées par Mathieu PELLERIN, résument la situation de l'invasion djihadiste au Mali.

De même M. PELLERIN et A. THIAM (2017, p8) abondent dans le même sens que Mathieu PELLERIN, en admettant que : « *Dans la région de Mopti, la rareté des opportunités économiques pour les jeunes, au-delà de l'exploitation de la terre ou de l'élevage limitaient déjà les options s'offrant aux jeunes. La crise de 2012 au Mali et l'insécurité qui perdure depuis, a porté un coup fatal au tourisme, lequel représentait 25% de l'économie régionale* ».

2. Discussions

Au regard de ce qui précède, il convient de noter que le chômage, le référent au religieux, l'injustice sociale, la mauvaise gouvernance sont entre autres, des facteurs explicatifs de l'enrôlement des jeunes dans les groupes radicaux violents au centre du Mali. La faiblesse ou le dysfonctionnement des institutions étatiques présentes dans les localités du Centre ont contribué largement au recrutement de combattants par les djihadistes. Le système judiciaire en est l'illustration parfaite de ce sentiment de discrédit entre les citoyens et leurs autorités. La justice est rendue pour la plupart en faveur des personnes riches ou puissantes au détriment de l'État de droit, t-elle est le ressentiment de la majorité de la population malienne. Les extrémistes profitent donc de ces injustices qui font considérablement de

mécontentent et de frustré pour attirer dans leurs rangs les victimes du système animées par la haine et la vengeance. La frustration est également remarquable au niveau de l'administration publique où l'accès à la fonction publique est plus conditionné au népotisme et aux pots de vins qu'à la connaissance intrinsèque des candidats. Toute chose qui entraine des sentiments de rejets envers les institutions publiques pour les personnes qui se sentent lésées à tort. Toutefois, les facteurs susmentionnés se retrouvent quasiment dans toutes les régions du Mali. Les localités du Sud tout comme à l'Ouest se plaignent des mêmes phénomènes à savoir les injustices sociales, le chômage avec comme corollaire la pauvreté. Elles n'ont cependant à aucun moment pris les armes contre l'autorité centrale. Les jeunes vivant dans les localités sous contrôle djihadistes sont souvent enrôlés de force pour combattre contre l'armée loyale censée les protéger. Ne pouvant plus compter sur les forces loyales pour assurer leur protection et celles de leurs biens, cette tranche de la population active ne peut que se tourner vers ces envahisseurs qui leurs promettent la justice et de meilleures conditions de vie en échange de leurs collaborations.

En définitive, tous les auteurs sont unanimes de l'enrôlement des jeunes par les groupes armés. Si pour TIMBUKTU INSTITUTE, B. SANGARE, A. TOUNKARA, les causes sont recherchées, dans l'injustice sociale, de la précarité de la vie, il faut cependant admettre que le référent religieux a un rôle fondamental dans l'appréciation des causes d'enrôlement des jeunes. En effet, appartenir à un groupe djihadiste et combattre les non musulmans est un acte de bravoure qui ouvre la voie au paradis du point de vue des extrémistes religieux. Aussi, l'invasion des régions nord et du centre par les groupes armés, soldée par l'absence de l'Etat dans la plupart des localités a donné un sentiment d'abandon qui a été un facteur d'enrôlement des jeunes.

Conclusion

En conclusion, tous ces auteurs s'accordent sur le fait que les jeunes sont enrôlés dans les mouvements terroristes au Centre du pays. Les raisons sont certes diverses, en fonction de l'angle d'analyse du sujet, mais il faut reconnaître, qu'au-delà du réfèrent religieux, la piste privilégiée qui amène les populations à intégrer les mouvements djihadistes est la précarité des conditions de vie, surtout pour la couche juvénile. En effet, les conditions de vie de ces populations restent laborieuses, pour une population agropastorale soumise aux aléas climatiques subséquemment à la baisse de la production voire des revenus,

Cette situation est des plus préoccupantes dans cette zone où la circulation des armes est répandue et où l'activité des groupes armés de divers types est en augmentation. Des initiatives ont été mises en place afin de lutter contre ces groupes sous l'angle de la lutte contre le terrorisme, mais le cadre légal et son application se révèlent problématiques sur le terrain.

Malgré les efforts consentis par l'Etat pour le développement des régions du Centre et du Nord représentant ¾ du territoire national, les conditions socioéconomiques de ces régions laissent à désirer, En effet les infrastructures de base (Eau, éducation, santé, électricité) demeurent encore des luxes pour bon nombre villages et villes de ces localités

C'est dans de tel contexte que l'invasion djihadiste s'est opérée au nord du Mali, avec des argumentaires forts pour l'application de la religion musulmane, la suppression des taxes sur les marchandises, le payement des impôts de tout ordre, entre autres. Ce qui a séduit pas mal d'individus qui voient leur arrivée comme salutaire dans une certaine mesure.

Il faut donc admettre, qu'au-delà des considérations d'ordre religieux, l'enrôlement des populations était aussi motivé par la recherche du mieux vivre, c'est-à-dire l'argent. En effet, dans ces régions comme partout au Mali, les conditions de vie des populations restent précaires.

La jeunesse reste la couche la plus touchée par cette vulnérabilité sociale. En effet, la jeunesse, qu'elle soit rurale ou urbaine, diplômés ou non, se trouve dans une situation de vulnérabilité au Mali. Son poids démographique, c'est-à-dire la plus nombreuse, fait d'elle le plus gros problème de l'Etat malien en termes de prise en charge, de sorte que l'Etat a du mal à supporter toutes les dépenses liées à sa promotion.

De ce fait, le manque d'emploi, l'injustice, la vulnérabilité sociale touchant plus les jeunes les mettent dans une situation de faiblesse. C'est à partir de là qu'ils deviennent des cibles privilégiées des groupes djihadistes et narcotrafiquants.

Références bibliographies

ASSANVO William, DAKONO Baba, THÉROUX-BÉNONI Lorie, 2019, *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, West Africa Report, Institut d'études de sécurité, 28 p.

BENRAAD Myriam, 2017, *L'Etat islamique pris aux mots*, Paris, édition Armand Colin, 194 p.

RUPESINGHE Natasja, BØÅS Morten, 2019, *Les Facteurs Locaux Contribuant á l'extrémisme violent dans le centre du Mali*, Norwegian Institute of International Affairs/PNUD, 20 p.

GAYE Bassirou, 2018, *Djihad à Ké-Macina dans le centre du Mali: prosélytisme religieux ou enjeux socio-économiques*?, Mémoire de Master 2 Sociologie, ENSup, Bamako, 80 p.

LOUA, Seydou, 2017, « Les grandes réformes de l'école malienne de 1962 à 2016 », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 75 | septembre 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 14 novembre 2022. URL : http://journals.openedition.org/ries/5917 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ries.5917

PELLERIN, Mathieu, 2017, *Les trajectoires de radicalisation religieuse au sahel,* Notes de L'IFRI, IFRI, 32 p.

SANGARE Boukary, 2013, *Conflit au nord du Mali et dynamiques sociales chez les peuls du hayré,* Mémoire de Master II en sociologie à la faculté des lettres et sciences humaines, UCAD, Dakar, 142 p.

SOW Moussa, 2016, « *Du coq à l'âne. Variations sur le thème de la démocratie par temps de crise politique* », in SANGARE BOUKARY, « Le Centre du Mali : épicentre du djihadisme ? », Note d'Analyse du GRIP, 12 p.

TANDJIGORA Fodié, 2016, Rapport d'étude, *Jeunes-Chômage-Radicalisation,* ISS, Bamako, 10 p.

THIAM Adam, 2017, *Analyse locale des dynamiques de conflit et de résilience dans la zone de Koro-Bankass, Région de Mopti*, IMRAP, Bamako, 82 p.

Timbuktu Institute African Center For Peace Studies, 2017, *Femmes, prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Mali*, Dakar, 28 p.

TOUNKARA Aly, GAYE Bachirou, 2019, *Djihad à Ké-Macina dans le centre du Mali. Prosélytisme religieux ou enjeux socio-économique ?*, Paris, Harmattan, 106 p.

TOUNKARA Aly, 2020, *Mali- Analyse sociohistorique des conflits (Nord et centre)- l'État entre la recherche de légitimité et calomnies*, Paris, Harmattan, 160 p.